La FSU soutient Lorion à la présidence de l'université

La Fédération syndicale unitaire (FSU) a évoqué hier la rentrée scolaire et sociale en ce début d'année. Pêle-mêle, elle invite le conseil d'administration de l'Université à élire lundi la tête de liste RUN à la présidence, insiste sur «les effets nocifs de la réforme du Bac Professionnel» et déplore la fermeture annoncée de 24 classes à la rentrée du mois d'août.

A la veille de l'élection lundi du futur président de l'Université, la Fédération syndicale unitaire (FSU) appelait hier en conférence de presse les 35 membres de son conseil d'administration «au respect du choix des personnels de l'université». «L'élection d'un président d'université ressemble un peu à celle d'un maire», confie la secrétaire départementale de la FSU. Marie-Hélène Dor.

«En décembre dernier, le scrutin par listes présentées au personnel a placé en tête celle de M. Lorion/ Grondin-Pérez (Run), par 639 votes contre 388 en faveur de la liste de M. Hoarau et de Mme Pellegny (Avenir)», précise-t-elle. «Au conseil d'administration composé des membres élus par le personnel s'ajoute d'autres membres désignés quant à eux par les collectivités (Région, Départment), les organismes de recherche (Cirad, Inserm, IRD, Météo-France) et les syndicats étudiants... Or, le vote de ces membres nommés peut faire basculer le choix du président dans un autre sens que celui choisi par le personnel... Ils seraient potentiellement une dizaine à pouvoir faire basculer le vote. Le Sundycat de l'enseignement supérieur

(SNESUP-FSU) et la CGTR appellent donc les membres élus et nommés au conseil d'administration de l'Université de voter le 17 février dans le sens des résultats des urnes du 12 décembre», lance «solennellement» la syndicaliste. Le Quotidien reviendra évidemment sur le déroulement de cette élection dans ses prochaines éditions.

24 classes fermées à la rentrée 2025

Marie-Hélène Dor a également regretté hier que «les effets nocifs de la réforme du Bac Pro continuent». «Cette année, ce seront 170 heures d'enseignement qui vont disparaître par rapport à l'année précédente», explique-t-elle.

«Cette réforme n'est pas nouvelle: le nombre d'heures de cours diminue d'année en année. Cette réforme a déjà fait perdre un an d'études aux élèves; ils sont passés d'un cursus de formation de 4 à 3 ans», explique Marie-Hélène Dor.

S'ajoute à cela «l'inquiétude de la fin de l'année scolaire»: «Les élèves de lycée professionnel doivent aller en stage; or, à La Réunion, le tissu économique est très contraint: 92 %



Pierre Fourny, trésorier du Snes-FSU, Béchir Ben Hamouda, cosecrétaire du SNUIPP-FSU, Marie-Hélène Dor, secrétaire départementale de la FSU et Jocelyne Latchoumy, déléguée Snuter-FSU. (Photo Pascal Neau)

des entreprises sont des TPE-PME où il est difficile de trouver des maîtres de stage... C'est un problème récurrent qui pénalise nos élèves. Ils se retrouvent avec des difficultés pour faire valider leur diplôme! Nous avons déjà alerté le recteur qui est bien conscient de ce problème... Mais il ne se passe pas grand-choses.

Marie-Hélène Dor dénonce en outre la dégradation des conditions de travail due aux fortes chaleurs: «Ce sont des éléments constitutifs de l'accroissement de l'échec scolaire de nos élèves. Les relevés de températures réalisés depuis des années dans nos bâtis scolaires de l'enseignement professionnel sont alarmants; on interpelle la Région, on demande des investissements et il ne se passe rien», constate la représentante de la FSU.

«Ça ne concerne pas que les élèves», embraye Jocelyne Latchimy du Snuter-Fsu (territoriale). «Ces fortes chaleurs touchent aus-

si les agents de la Région, qu'ils travaillent à l'annexe ou dans la Pyramide inversée», ajoute-t-elle. «Les bureaux ne sont ni ventilés, ni climatisés», regrette la déléguée Snuter-FSU, proposant l'élargissement exceptionnel du télétravail au personnel concerné «pendant ces fortes chaleurs».

«Les élèves ont chaud et certains font des malaises», déplore Pierre Fourny, trésorier du SNES-FSU (enseignement 2e degré).

Béchir Ben Hamouda, le cosecrétaire du Snuipp-FSU (1er degré), désapprouve quant à lui la fermeture annoncée de 24 classes à la rentrée prochaine. «Au lieu de profiter de la baisse de la démographie - un solde négatif annoncé de 474 élèves - pour améliorer les conditions de travail, on ferme des classes», déplore-t-il...

Classes», depiore-ti...

La secrétaire départementale de la FSU évoque encore les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), les «conditions de travail lamentables» ainsi que «la précarité» des chercheurs et des personnels employés sur cette «collectivité» d'environ 300 personnes. «Il n'y a aucun dialogue social», regrette Marie-Hélène Dor.

«A titre d'exemple, la chasse nocturne au fusil à lunette des animaux y est considérée comme du télétravail par la direction des TAAF», s'exclame-t-elle. «Motre représentant syndical a été dernièrement très mal reçu par la préfète des TAAF à Saint-Pierre; la FSU s'insurge de la manière dont les TAAF sont gérées et du traitement réservé à serprésentants syndicaux», soutient Maie-Hélène Dot.

Pascal NEAU